# Antennes 5G « Des sabotages très préoccupants »

**La Sûreté de l’Etat a mentionné dans une note (Le Soir du 21 avril) un texte publié sur internet d’inspiration d’extrême gauche appelant à profiter de la crise sanitaire pour exercer des violences contre des policiers ou des gardiens de prison. La menace est-elle prise au sérieux ?**

On prend cela au sérieux. Notre première évaluation sur ce texte publié sur le site Indymedia date du 8 avril. Il faut toujours être vigilant, sans non plus paniquer ou entretenir un climat de peur. Ce genre de menace n’est pas nouveau – le site existe depuis longtemps –, mais ici les appels étaient plus virulents qu’à l’accoutumée. C’est ce qui frappe les services de renseignement et l’Ocam. Mais nous n’avons pas d’information concrète que des personnes pourraient suivre ces appels à la violence. Dans le passé, l’extrême gauche a déjà annoncé son intention de s’en prendre à des biens (comme en marge du projet de méga-prison à Haren), mais cela ne veut pas dire qu’on ne prend pas cela avec sérieux.

**Comment la mouvance violente de l’extrême gauche s’empare de la crise sanitaire ?**

Surtout autour de la 5G. Je ne vais pas répéter toutes les théories du complot autour de la 5G, mais on observe des mouvements d’extrême gauche qui lient la question de la 5G à la crise du Covid-19. Mais pas seulement : l’extrême droite aussi. Pour chaque extrémisme, la rhétorique centrale est le « eux contre nous ». Il faut créer un adversaire, un ennemi. Pour l’extrême droite, l’ennemi est tantôt le musulman, tantôt le migrant, le Juif, la communauté LGBTQ ou encore l’élite. Dans cette crise du coronavirus, on observe que la propagande extrémiste met l’accent sur ces élites. On a eu une manifestation samedi dernier à Anvers qui visait l’élite, les autorités, accusées de mal gérer la crise et de prendre des mesures uniquement pour limiter nos libertés.

**Selon le journal Le Monde, plus de 70 antennes GSM liées au déploiement de la 5G ont été attaquées ou brûlées ces dernières semaines en Europe, dont une en Belgique (à Pelt dans le Limbourg). Comment l’Ocam analyse-t-il cela ?**

Ces actes de sabotage ont eu surtout lieu en Grande-Bretagne et aux Pays-Bas mais aussi, comme vous le dites, dans le Limbourg. C’est assez difficile d’avoir une vue claire sur ces événements. Ni aux Pays-Bas, ni en Angleterre, ni chez nous, nous ne savons qui est derrière ces actes. Cela pourrait être l’œuvre de l’extrémisme de gauche, ça pourrait venir de gens qui croient aux théories du complot sur l’influence de la 5G sur notre santé, ou cela pourrait aussi bien venir de l’extrême droite. C’est quelque chose de très préoccupant. C’est dirigé contre l’infrastructure, mais ces infrastructures sont critiques pour sauver des vies en cas d’urgence. Il faut éviter de nouveaux incidents.

**Peut-on s’opposer au déploiement de la 5G sans risque d’être « fiché » à la Sûreté de l’Etat ou par l’Ocam ?**

C’est une question légitime : la réponse est « oui ». L’Ocam est un organe démocratique qui travaille dans les limites du droit et des lois votées au Parlement. On n’intègre pas n’importe qui pour n’importe quelle raison dans la banque de données commune. Je dis toujours que le but de l’Ocam est qu’il y ait zéro entité dans cette liste, et non 11 millions. Notre liberté d’expression est fondamentale. Donc oui, on peut être radical ; oui, on peut s’opposer à ce qu’on veut. C’est lorsque vos idées sont extrémistes, que vous incitez à la violence ou la haine (ce qui est bien défini par la loi) que vous pouvez être suivi par les services de sécurité. Le focus de la Sûreté est surtout mis sur l’extrémisme dès qu’il y a mention de la combinaison « extrémisme » et « violence ».